DÉCLARATION PRÉALABLE AU CSA-1D du 02/04/2025 PAR LA FNEC FP-FO 72

Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Le gouvernement Macron-Lecornu poursuit sa politique de marche à la guerre en imposant un budget d'austérité d'une brutalité inouïe : 8,5 milliards d'euros ont de nouveau été destinés à la guerre la semaine passée. Le gouvernement fait encore clairement payer l'austérité aux services publics et aux agents de la fonction publique, s'inscrivant dans une logique que Force Ouvrière dénonce depuis des années : réduction des effectifs, gel des salaires, fragilisation des carrières, transfert des conséquences sur les usagers.

Derrière les expressions « maîtrise des dépenses », « trajectoire budgétaire », « réduction du déficit » utilisées à l'excès par le gouvernement , il faut concrètement voir cette triste réalité qui se traduit par : des postes en moins, des missions abandonnées, des services dégradés, des citoyens laissés sur le bord du chemin. On nous répète qu'il faudrait faire mieux avec moins mais chaque suppression de poste, c'est une surcharge de travail, une dégradation des conditions de travail, une perte de qualité du service rendu. FO refuse que la fonction publique soit la variable d'ajustement permanente !

Dans le premier degré, 1891 postes sont supprimés au niveau national, 136 dans l'Académie de Nantes dont 21 dans notre département de la Sarthe. Une véritable saignée à laquelle il faut ajouter les postes préemptés pour les PAS. Tandis que des milliers d'élèves sont toujours en attente de place dans les structures spécialisées ou adaptées, le ministre a en effet annoncé la multiplication des Pôles d'Appui à la Scolarité, qui ont vocation à remplacer les PIAL et permettent le contournement des notifications MDPH. Ce dispositif substitue du « coaching » à une réelle prise en charge des élèves dans des classes ou des structures spécialisées. Pire, aucun poste n'est budgété pour financer ces PAS, PAS qui figurent parmi vos priorités, Mme la Directrice Académique.

Quant aux AESH , chacun sait que les PAS vont continuer à dégrader leurs conditions de travail en accélérant la mutualisation impulsée par les PIAL. Nous continuons à demander pour ces AESH un un statut et un vrai salaire.

La FNEC FP-FO rappelle que les Registres de Santé et de Sécurité au Travail comportent de très nombreux signalements en lien avec l'inclusion. La politique d'inclusion systématique et forcée s'oppose à une prise en charge réelle des élèves dans un cadre spécialisé ou adapté avec le cas échéant les soins nécessaires à leur situation. Cette orientation conduit à une mise en danger des personnels et des élèves. Les chiffres apportés par l'administration sont déjà édifiants : 10 % des élèves notifiés n'ont aucune prise en charge AESH (soit plus de 50 000 élèves), 30 000 élèves ne sont pas scolarisés en ESMS faute de place...

Vos priorités Mme la Directrice académique sont clairement définies. Cependant pour la FNEC FP FO nous doutons que vous puissiez atteindre vos objectifs avec ce retrait de 21 emplois , notamment concernant l'attention aux élèves les plus fragiles et pour ce qui est de la stratégie réussite des élèves du département. Comment en effet peut-on pleinement se consacrer à la réussite des élèves et à aider les élèves les plus en difficulté quand on ferme des classes et que de ce fait, les effectifs augmentent dans chaque classe ? Comment peut-on se consacrer à cette même réussite quand le réabondement de la brigade de remplaçants ne figure plus parmi vos priorités (qui sert trop souvent de variable d'ajustement à la baisse pour rendre possible d'autres mesures) ?Ces 21 suppressions ; ce sont 21 suppressions de trop !

Concernant la carte scolaire pour la rentrée 2026, nous vous remercions pour la transmission des documents en amont de ce CSA 1D concernant les postes classe. Il semble que vous envisagiez 42 fermetures de postes classe contre seulement 4 ouvertures, sans avoir connaissance du document avec les autres mesures (remplaçants, ASH, ...).

Vu les conséquences des non-remplacements malgré le réabondement de la brigade de remplacement qui reste encore selon nous trop léger , vu les conditions inacceptables de scolarisation et de beaucoup d'élèves en situation de handicap, non seulement aucune fermeture ne devrait être envisagée, mais, nous le répétons chaque année, ce sont des dizaines de classes et de postes qu'il faudrait ouvrir pour rétablir des conditions convenables d'instruction dans les écoles.

La FNEC-FP- FO-72 estime à au moins 300 les besoins en postes pour notre département (effectifs décents dans les classes, remplacement des absences non-remplacées, RASED complets pour un bassin de 800 élèves maximum, postes d'enseignants référents, postes d'enseignants spécialisés, médecins scolaires, infirmières scolaires…)

<u>Pour toutes ces raisons la FNEC FP FO rappelle ses revendications :</u>

- **L'annulation de TOUTES les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins**
- **La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.**
- **une augmentation générale des salaires pour tous les personnels**